

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 07/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE)**

91 boulevard de la Solidarité  
BP 15030  
57071 Metz

Références : METZ\_SMAE\_2023-03-01\_RAPVI-air\_EBK\_24574  
Code AIOT : 0006201556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE) implanté 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans la continuité de la visite d'inspection réalisée le 24 novembre 2022 sur la thématique des rejets atmosphériques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST (SMAE)
- 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91 boulevard de la Solidarité.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à 1t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène

en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée par les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Inter-verrouillage des chaudières n°1 et n°2	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 8 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des installations classées	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 3 (partiel)	/	Sans objet
2	Rejets de l'installation de phosphatation	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 11	/	Sans objet
3	Rejets de l'installation d'électroérosion AEG	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 13	/	Sans objet
4	Rejets des chaudières 1 et 2	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la prise en compte par l'exploitant des observations faites lors de la visite d'inspection du 24 novembre 2022 relatives à l'absence d'analyse du contenu des rapports de contrôles des émissions atmosphériques du site.

Lors de l'inspection, les non-conformités suivantes ont été identifiées :

- non-respect de la vitesse d'éjection de la chaudière de secours (n°2) (cf. point de contrôle n°4) mais aucune suite administrative n'est proposée par l'inspection au regard des explications transmises par l'exploitant (cf. courriel du 17 février 2023 et le nombre très limité d'heures de fonctionnement en 2022) ;
- non-respect de l'inter-verrouillage mécanique des chaudières n°1 et n°2 (de secours) prévu par arrêté préfectoral. L'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter la prescription contrôlée sous 2 mois (cf. point de contrôle n°5).

Outre ces non-conformités, l'inspection n'a pas d'observation sur les autres points de contrôle réalisés sur les rejets atmosphériques du site (chaudières, atelier de déphosphatation, installation d'électroérosion).

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des installations classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un plan d'ensemble des installations classées de l'usine qu'il met à la disposition de l'Inspection des installations classées à l'occasion de chacune des visites de cette dernière. [...]
<b>Constats :</b> Sans observation, vu le plan des installations classées de l'usine, dont la dernière mise à jour date de novembre 2022, et la cohérence du plan constatée sur le terrain par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets de l'installation de phosphatation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 11		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets de l'installation de phosphatation		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de phosphatation AMFOSS classée au titre de la rubrique n°2565 est composée : <ul style="list-style-type: none"><li>- des baigns de phosphatation (2 x 1800 L) ;</li><li>- d'un pré-dégraissage (1800 L) ;</li><li>- d'un bain de dégraissage (1800 L).</li></ul>		
<b>Atelier</b>	<b>N°</b>	<b>Nombre de conduits</b>
Phosphatation AMFOSS	2944171	1

Les rejets atmosphériques des installations d'évacuation des gaz en provenance des ateliers de traitement de surface respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code CAS	Valeur limite (mg/Nm <sup>3</sup> )
Acidité totale (en H <sup>+</sup> )	-	0,5
HF	7664-39-3	2
Chrome total (Cr total)	7440-47-3	1
Chrome hexavalent (Cr VI)	18540-29-9	0,1
Nickel (Ni)	7440-02-0	5
Cyanures (CN)	57-12-5	1
Alcalinité (OH <sup>-</sup> )	-	10
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> )	10102-44-0	200
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	7446-09-5	100
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	7664-41-7	30

Ces valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273,15 Kelvins) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  
 Une mesure des rejets atmosphériques au niveau des installations d'évacuation des gaz en provenance des ateliers de traitement de surface est réalisée :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- annuellement ;</li> <li>- sur les paramètres : Acidité totale, HF, Cr total, CrVI, Ni, CN, Alcalins, NOX, SO<sub>2</sub>, NH<sub>3</sub> ;</li> <li>- par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ; selon les méthodes normalisées en vigueur.</li> </ul> <p>Les résultats sont adressés à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivant les prélèvements accompagnés des commentaires nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b> Sans observation, vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'atelier de phosphatation AMFOSS en fonctionnement le jour de l'inspection ;</li> <li>- les émissions diffuses au niveau des bains de pré-dégraissage et de dégraissage et canalisées au niveau des bains de phosphatation ;</li> <li>- le rapport de Bureau Veritas n°10745488/59.2.2.R du 27/07/2022 relatif au contrôle des émissions atmosphériques de l'installation (contrôle réalisé du 13 au 17 juin 2022) transmis à l'inspection par courriel le 14/11/2022 ;</li> <li>- les non-conformités aux normes lors des prélèvements et/ou des analyses des échantillons ; non-conformités dont l'impact sur les résultats n'est pas toujours commenté et systématiquement non mentionné dans la synthèse du document ;</li> <li>- les déclarations de l'exploitant relatives aux mesures correctives engagées suite à la visite d'inspection du 24/11/2022 ;</li> <li>- le respect des VLE.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rejets de l'installation d'électroérosion AEG

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 13																													
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets de l'installation d'électroérosion AEG																													
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																													
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation d'électroérosion AEG, classée au titre de la rubrique n°2560 est équipée d'une cheminée.</p>																													
<b>Atelier</b>	<b>N°</b>	<b>Nombre de conduits</b>																											
Électroérosion AEG	n°2948018	1																											
<p>Les rejets atmosphériques doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Code CAS</th><th>Valeur limite (mg/Nm³)</th></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>-</td><td>150 si flux &lt; 0,5 kg/h 100 Si flux &gt; 0,5 kg/h</td></tr> <tr> <td>Cadmium (Cd)</td><td>-</td><td>0,05 Si flux &gt; 1 g/h</td></tr> <tr> <td>Mercure (Hg)</td><td>7439-97-6</td><td>0,05 Si flux &gt; 1 g/h</td></tr> <tr> <td>Thallium (Tl)</td><td>7440-28-0</td><td>0,05 Si flux &gt; 1 g/h</td></tr> <tr> <td>Cd + Hg + Tl</td><td>-</td><td>0,1 Si flux &gt; 1 g/h</td></tr> <tr> <td>As + Se+ Te</td><td>-</td><td>1 Si flux &gt; 5 g/h</td></tr> <tr> <td>Plomb (Pb)</td><td>7439-92-1</td><td>1 Si flux &gt; 10 g/h</td></tr> <tr> <td>Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn</td><td>-</td><td>5 Si flux &gt; 25 g/h</td></tr> </table>			Paramètres	Code CAS	Valeur limite (mg/Nm³)	Poussières	-	150 si flux < 0,5 kg/h 100 Si flux > 0,5 kg/h	Cadmium (Cd)	-	0,05 Si flux > 1 g/h	Mercure (Hg)	7439-97-6	0,05 Si flux > 1 g/h	Thallium (Tl)	7440-28-0	0,05 Si flux > 1 g/h	Cd + Hg + Tl	-	0,1 Si flux > 1 g/h	As + Se+ Te	-	1 Si flux > 5 g/h	Plomb (Pb)	7439-92-1	1 Si flux > 10 g/h	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	-	5 Si flux > 25 g/h
Paramètres	Code CAS	Valeur limite (mg/Nm³)																											
Poussières	-	150 si flux < 0,5 kg/h 100 Si flux > 0,5 kg/h																											
Cadmium (Cd)	-	0,05 Si flux > 1 g/h																											
Mercure (Hg)	7439-97-6	0,05 Si flux > 1 g/h																											
Thallium (Tl)	7440-28-0	0,05 Si flux > 1 g/h																											
Cd + Hg + Tl	-	0,1 Si flux > 1 g/h																											
As + Se+ Te	-	1 Si flux > 5 g/h																											
Plomb (Pb)	7439-92-1	1 Si flux > 10 g/h																											
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	-	5 Si flux > 25 g/h																											
<p>Une mesure du débit rejeté et des concentrations en polluants listés ci-dessus est effectuée au moins tous les 3 ans et les résultats sont adressés à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivant les prélèvements accompagnés des commentaires nécessaires.</p>																													

**Constats : Vu :**

- l'installation d'électrorésorption AEG en fonctionnement le jour de l'inspection ;
- les émissions canalisées de l'installation ;
- le rapport de Bureau Veritas n°10745488/59.2.2.R du 27/07/2022 relatif au contrôle des émissions atmosphériques de l'installation (contrôle réalisé du 13 au 17 juin 2022) transmis à l'inspection par courriel le 14/11/2022 ;
- les non-conformités aux normes lors des prélèvements et/ou des analyses des échantillons ; non-conformités dont l'impact sur les résultats n'est pas toujours commenté et systématiquement non mentionné dans la synthèse du document ;
- les déclarations de l'exploitant relatives aux mesures correctives engagées suite à la visite d'inspection du 24/11/2022 ;
- le respect des VLE.

L'inspection constate le respect de la VLE pour la somme des substances Cd, Hg et Tl, mais que ces dernières ne sont pas également mesurées séparément conformément à la prescription. L'exploitant ayant également fait ce constat a récupéré les données manquantes auprès du bureau d'études et présenté les résultats pour chaque substance à l'inspection le jour de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Rejets des chaudières 1 et 2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets des chaudières 1 et 2

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des chaudières n°1 et n°2 doivent respecter les valeurs limites définies aux articles ci-après en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène (O<sub>2</sub>) dans les effluents en volume de 3 %.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Paramètre	Code CAS	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> ) à 6% O <sub>2</sub>
Poussières	-	5
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	7446-09-5	35
Oxydes d'azote (NOx)	10102-44-0	150
Vitesse d'éjection	-	> 5 m/s

Une mesure des rejets atmosphériques est réalisée :

sur la chaudière n°1 et la chaudière n°2 ;

tous les 2 ans au minimum ;

sur les paramètres : poussières, température, monoxyde de carbone (CO), teneur en oxygène, débit, vitesse d'éjection, dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), oxydes d'azote (NOx) ;

par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ;

selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les résultats sont adressés à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivant les prélèvements accompagnés des commentaires nécessaires.

**Constats : Vu :**

- la chaudière n°1, en fonctionnement le jour de l'inspection ;
- la chaudière n°2, à l'arrêt le jour de l'inspection, dépourvue de son calorifugeage ;
- le rapport de Bureau Veritas n°10745488/55.2.2.R du 30/10/2022 relatif au contrôle des émissions atmosphériques des chaudières (contrôle réalisé du 10/10/2022) transmis à l'inspection par courriel

<p>du 14/11/2022 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les non-conformités aux normes lors des prélèvements et/ou des analyses des échantillons ; non-conformités dont l'impact sur les résultats n'est pas toujours commenté et systématiquement non mentionné dans la synthèse du document ;</li> <li>- les déclarations de l'exploitant relatives aux mesures correctives engagées suite à la visite d'inspection du 24/11/2022 ;</li> <li>- le respect des VLE pour la chaudière n°1 (5547 h de fonctionnement en 2022) ;</li> <li>- le respect des VLE pour la chaudière n°2 mais le non-respect de la vitesse d'éjection (2,15 m/s &lt; 5m/s) et des tests réalisés dans des conditions de fonctionnement dégradées (10% de la capacité de la chaudière ; arrêts pendant les mesures ; absence de calorifugeage notamment).</li> </ul> <p>Dans son courriel du 17/02/2023, l'exploitant explique que la chaudière n°2 est une ancienne chaudière uniquement maintenue sur site en cas de défaillance de la chaudière n°1 utilisée pour produire de l'eau surchauffée qui permet de chauffer les bains des machines à laver, de l'atelier de phosphatation et les aérothermes. Il précise qu'elle n'a fonctionné que 7h en 2022, ce que l'inspection a pu contrôler le jour de la visite.</p> <p>Il demande, au regard de cet usage, à ne pas refaire des mesures malgré la non-conformité de la vitesse d'éjection.</p> <p><b>Observations :</b> Au regard du très faible usage de la chaudière n°2 et des éléments transmis, l'inspection propose de ne pas donner de suite administrative à la non-conformité constatée. En revanche, la non-conformité concernant la chaudière n°2 devra être levée lors du prochain contrôle.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

#### N° 5 : Inter-verrouillage des chaudières n°1 et 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Puissance max des installations de combustion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La chaudière n°2 est exclusivement utilisée comme chaudière de secours en cas de défaillance de la chaudière principale. Les chaudières n°1 et n°2 ne peuvent pas fonctionner simultanément. Pour ce faire, l'exploitant met en place un inter-verrouillage électrique des brûleurs et un inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz.</p>
<p><b>Constats : Vu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les chaudières n°1 et n°2 localisées dans le bâtiment n°10 ;</li> <li>- le schéma de l'inter-verrouillage électrique des brûleurs ;</li> <li>- l'absence d'inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz.</li> </ul> <p>Par courriel du 17/02/2023, l'exploitant explique "<i>que l'inter-verrouillage mécanique n'est pas techniquement réalisable sans avoir à modifier profondément le réseau d'alimentation gaz de la chaufferie, ce qu'il estime irréalisable économiquement</i>".</p> <p>L'inspection constate en conséquence le non-respect de la prescription contrôlée. En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant que la prescription, actée après un contradictoire réalisé auprès de l'exploitant par arrêté préfectoral du 21 juin 2021, fait suite à l'instruction de son dossier de réexamen IED transmis le 18 novembre 2020.</p>
<b>Observation :</b> L'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter la prescription contrôlée, à savoir qu'il mette en place un inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Délais :</b> 2 mois